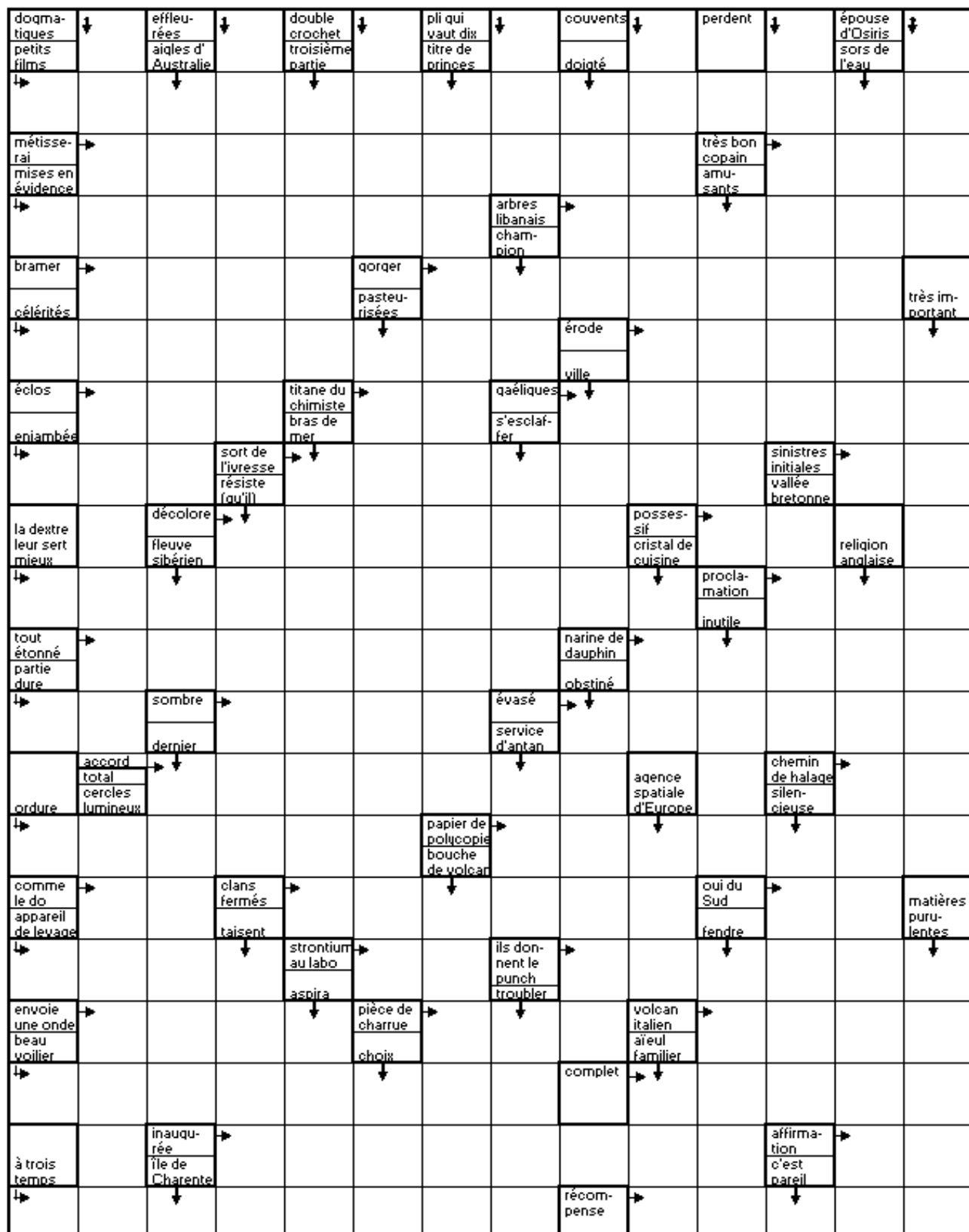


## Mots F L É C H É S



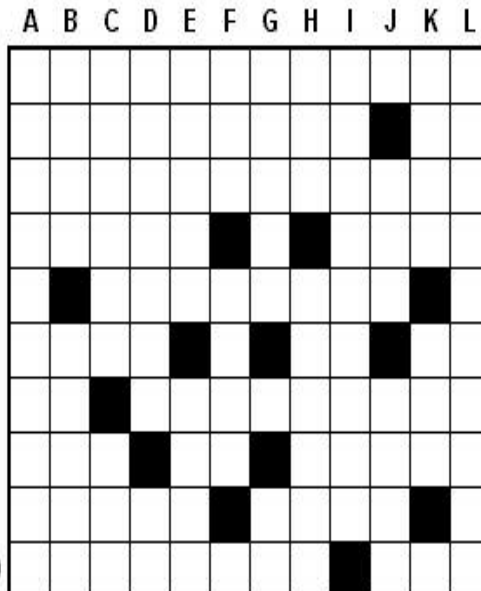
## Mots C R O I S É S N° 569

## Horizontalement

- 1 - Vraiment déconcertantes
- 2 - Mérite d'être tourné en ridicule - Et pas ailleurs
- 3 - Dispositif énergétique
- 4 - Enrober de chapelure - Choisit avec soin
- 5 - Malmenée par la critique
- 6 - Avança sans but - Du matin - Cours turinois
- 7 - Lumière de Cléopâtre - Changer de niveau
- 8 - Poème à chanter - Entré dans la famille - Extraordinaire
- 9 - Doté - Nanti
- 10- Pompe - Ce n'est pas le Concorde, mais il vole

## Verticalement

- A - Mettront en harmonie  
B - Appela de loin - Photographe toujours coûteux  
C - Se soulager - Fabrique de cadres  
D - Mettras en vers - C'est le 43  
E - Eau de Grenoble - Marie  
F - Phonème - Bien parti  
G - Contestation immobile - Première en gamme  
H - Echo emplumé - Châtiment semblable au crime  
I - Sans ambiguïté  
J - Classique mais mauvaise conseillère - Engagement religieux  
K - Patron d'orfèvrerie - Presque rien  
L - Station de soins en plein air



## SOLUTIONS

• P • C • A • E • I • C • F  
N U M I S M A T E S • E L U  
• D E S T I N A T A I R E S  
M I R E R E N T • B R I S E  
• B I L E • U S N E E S • L  
H O T E S S E • A L • E T A  
• N O • S O L E I L S • A G  
E D I T E S • T R E I L L E  
• E R O S • P U A • L A I S  
C R E T • A L I • M E S S •  
• I • A S S A S S I N • M A  
G E O L E • G • T A C H A I  
• • T E R N E S • S I O N •  
C R A M P E • A I M E R • V  
• A G E E • E S S E U L E E  
E D E N • U S • E • S O T S  
• I • T A N T E • D E G A T  
I C I • M I • P A R S E M A  
• A L T E R N E R A • S E L  
B L O U S A • E M I R • R E  
• E T E • I O • A N A N A S

Mots F L É C H É S N° 568

Mots C R O I S É S N° 568

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	V	E	R	I	F	I	C	A	T	I	O	N
2	O	D	O	R	I	F	E	R	A	N	T	E
3	L	O	U	E	E		T	R	O	I	E	
4	A	M	E		N	O	T	E	N	T		D
5	T		R	A	T	I	E	R		I	D	E
6	I	M	A	G	E	S		A	I	E	U	L
7	L	A	I	E		E	R	G	S		M	U
8	I	L	E		M	A	I	E		V	E	R
9	T	E	N	D	E	U	R		F	A	N	E
10	E	S	T	E	R		A	M	A	N	T	S

## Trucs &amp; astuces

## Connaître les différentes matières pour un portail

Lorsqu'on change le portail de sa maison et on a le choix dans différentes matières. Les portails en aluminium sont légers et recouverts de plastiques. Ils résistent bien aux changements de climat. En bois, ils sont plus solides. En fer ils sont plus lourds mais moins chers. Enfin, ceux en PVC sont sans entretien et sont traités pour résister aux UV.

## Affûter des ciseaux

Pour affûter des ciseaux soi-même, on peut prendre du papier aluminium, le plier en quatre et le couper avec les ciseaux. On peut faire la même action avec du papier de verre. Enfin, si on possède une pierre à aiguiser, on peut aiguiser les lames du ciseau en penchant légèrement ce dernier.

## Savoir lisser et conserver du mastic

Pour lisser du mastic, ce n'est pas évident car il colle sur les doigts. Il faut donc prendre une rondelle de carotte ou de pomme de terre et lisser avec. Le résultat est parfait. Pour conserver le mastic, il suffit de l'emballer dans une feuille de papier aluminium dont on se sert habituellement pour la cuisine

## L'Etat décidé à poursuivre "l'œuvre d'assainissement" conformément aux lois de la République

Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah a réitéré, hier à Alger, la détermination de l'Etat à poursuivre "l'œuvre d'assainissement" et à mener une lutte "sans relâche" contre le fléau de la corruption et de la dilapidation des deniers publics conformément aux lois de la République.

L'État, qui demeure à l'écoute des revendications et des aspirations profondes de notre peuple, est vraiment décidé à mener cette lutte sans relâche conformément aux lois de la République, dans le respect du principe de présomption d'innocence", a-t-il affirmé dans un discours à la nation, à l'occasion, de la fête de l'indépendance et de la jeunesse.

M.Bensalah a assuré, à ce titre, que l'Etat veillera à ce que "toutes les dispositions soient prises afin que les travailleurs et l'économie nationale ne soient pas pénalisés par les décisions concernant les patrons des entreprises concernées". Il a fait remarquer, à cet égard, que "l'œuvre d'assainissement de l'État et de renouvellement de son encadrement est accompagnée d'une vigoureuse lutte contre le fléau de la corruption et de la dilapidation des deniers publics".

Cette lutte, a-t-il poursuivi, est "menée par une Justice qui exerce désormais et avec rigueur la plénitude de ses missions et de ses attributions". Le chef de l'Etat a rendu, à l'occasion, "un hommage appuyé" au peuple algérien "pour la maturité et la lucidité dont il a



fait montre durant cette période sensible, à travers un comportement civique exemplaire".

## Veiller à exercer les droits dans le respect d'autrui et des Lois de la République

"La retenue dont ont fait montre nos concitoyens et nos forces de police et de sécurité a permis de préserver le caractère pacifique des manifestations et constitue, assurément, un acquis civilisation-

nel dont notre pays ne peut que s'enorgueillir", a-t-il ajouté.

M.Bensalah a estimé, dans ce contexte, que "si tout doit être fait pour que les droits fondamentaux et les libertés consacrés dans notre Constitution, notamment le droit de s'exprimer et le droit de manifester, soient pleinement respectés et protégés, il y a lieu de veiller, dans le même temps, à ce que l'exercice de ces droits puisse se faire dans le respect d'autrui et surtout dans le plein respect des

Lois de la République et que leur expression ne soient pas détournées à des fins attentatoires à la stabilité de notre pays et à son unité nationale".

Il a assuré, par ailleurs, que "l'aspiration légitime" au changement du mode de gouvernance exprimée par le peuple algérien "a été pleinement entendue et se trouve désormais au cœur des préoccupations des pouvoirs publics et en tête des préoccupations de l'État".

## Nouvel appel au dialogue de Bensalah: "l'Etat ne sera pas partie prenante"

Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah a lancé, mercredi à Alger, un nouvel appel pour "un dialogue national inclusif" sur la prochaine échéance présidentielle, assurant que l'Etat, y compris l'institution militaire, ne sera "pas partie prenante à ce dialogue". Dans un discours à la nation, le chef de l'Etat a appelé les acteurs politiques nationaux, l'ensemble des composantes de la classe politique, les personnalités patriotiques nationales, les mouvances qui structurent la société civile et tous ceux qui sont considérés comme exprimant les sentiments d'une frange de la population, ou de ses élites, notamment les jeunes et les femmes à "s'engager dans le processus de dialogue national inclusif que l'Etat entend lancer dès à présent". M. Bensalah les a invités, ainsi, à participer à ce dialogue destiné à "débattre de toutes les préoccupations portant sur la prochaine échéance présidentielle" afin qu'ils apportent "leur contribution à l'organisation du scrutin dans un climat d'entente et de sérénité". Jugeant ce dialogue "plus que nécessaire", le chef de l'Etat a estimé qu'il constitue également "la meilleure voie pour parvenir aux formules consensuelles nécessaires sur l'ensemble des questions en rapport avec l'élection présidentielle. "Ce dialogue est urgent, parce que le pays doit recouvrer au plus vite sa normalité politique et institutionnelle, qui le mettrait en position de faire face aux incertitudes économiques et sociales et aux menaces qui pèsent sur notre sécurité nationale du fait d'un environnement extérieur particulièrement complexe", a-t-il soutenu. M. Bensalah a invité, à ce titre, toutes les parties à "mettre de côté les calculs marginaux et les exigences irréalistes", soulignant que celles-ci "sont de nature à prolonger la situation actuelle et d'entraîner notre pays dans une situation de vide constitutionnel, source d'incertitude et d'instabilité. Détaillant sa nouvelle offre politique, le chef de l'Etat a affirmé que le processus de dialogue qui sera lancé incessamment, "sera conduit et mené en toute liberté et en toute transparence par des personnalités nationales crédibles, indépendantes, sans affiliation partisane et sans ambition électorale". Il s'est engagé, à cet égard, à ce que l'État dans toutes ses composantes, y compris l'institution militaire, ne sera pas partie prenante à ce dialogue et observera la plus stricte neutralité tout au long du déroulement de ce processus". L'Etat, a-t-il poursuivi, "se contentera de mettre tous les moyens matériels et logistiques à la disposition du Panel de personnalités, qui décidera lui-même des modalités de son fonctionnement".

## LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE CÉLÉBRÉE CETTE ANNÉE DANS UN CONTEXTE POLITIQUE PARTICULIER

Le 57ème anniversaire de la fête de l'indépendance et de la Jeunesse, sera célébré cette année un vendredi qui symbolise pour la jeunesse l'acte 2 de l'indépendance du pays, tant le mouvement (Harak engagé depuis près de cinq mois) aura suscité des bouleversements politiques inédits et décisifs pour l'avenir de l'Algérie. La fête du 5-Juillet qui sera célébrée ce vendredi, coïncidera avec le 20ème vendredi des marches pacifiques populaires, enclenchées le 22 février dernier avec comme principales revendications, le départ de tous les symboles du système, la consécration de la justice, de la démocratie et le jugement de tous ceux qui ont été impliqués dans la dilapidation des deniers publics.

Les marches populaires dont une partie des revendications a été satisfaite, se poursuivent toujours, en plus de celles des étudiants organisées chaque mardi. Ces marches ont fini par contraindre le Président Bouteflika à renoncer au 5ème mandat, puis à reporter l'élection présidentielle avant d'annoncer carrément sa démission le 2 avril dernier.

Le successeur de l'ex-président de la République, en l'occurrence Abdelkader Bensalah, désigné chef de l'Etat conformément à l'article 102 de la Constitution, avait initialement convoqué le corps électoral pour le 4 juillet 2019, en vue d'élire un président de la République. Mais faute de candidats, l'élection a été carrément reportée. Le Conseil constitutionnel avait alors proclamé l'impossibilité de tenir l'élection présidentielle à cette date (4 juillet) car aucun dossier de candidature n'avait été validé, soulignant en même

temps qu'il revenait au chef de l'Etat de "convoquer de nouveau le corps électoral et de parachever le processus électoral jusqu'à l'élection du président de la République et la prestation de serment constitutionnel".

Du coup, le pays se retrouve dans une situation inédite, la date de l'élection présidentielle n'étant toujours pas arrêtée, sachant que le chef de l'Etat avait affirmé, dans un discours à la Nation le 6 juin dernier, que la situation "exceptionnelle" que vit le pays l'obligeait à "continuer à assumer la charge de chef de l'Etat jusqu'à l'élection du Président de la République".

Dans ce sillage, M. Bensalah avait appelé "la classe politique, la société civile et les personnalités patriotiques nationales, à opter pour la voie du dialogue inclusif en vue de poser les jalons du processus de concertation que l'Etat s'emploiera à organiser dans les meilleurs délais, à débattre de toutes les préoccupations portant sur la prochaine échéance présidentielle, et partant, tracer une feuille de route devant aider à l'organisation du scrutin dans un climat d'entente et de sérénité".

Il avait réitéré par la même occasion son engagement à garantir au scrutin présidentiel toutes les conditions d'une "élection régulière, libre et transparente, telle que souhaitée par le peuple", indiquant que cette nouvelle étape "est incontestablement une opportunité précieuse pour restaurer la confiance et mobiliser les forces patriotiques nationales en vue de construire le consensus le plus large possible autour de l'ensemble des questions en rapport avec les as-

pects législatif, réglementaire et organisationnel de cette élection, et sur les mécanismes de son contrôle et sa supervision". Dans le même contexte, M. Bensalah qui a reçu mardi dernier le Premier ministre, Nouredine Bedoui, a passé en revue l'ensemble des dispositions qui seront incessamment mises en place dans la perspective de lancement d'un dialogue inclusif portant sur toutes les préoccupations concernant la prochaine élection présidentielle, dans le cadre d'une nouvelle approche qui sera annoncée par le chef de l'Etat dans les prochaines heures et qui sera de nature à permettre l'organisation du prochain scrutin présidentiel dans un climat d'entente et de sérénité", avait annoncé un communiqué de la présidence de la République.

"A cet égard, le chef de l'Etat a instruit le Premier ministre pour que l'ensemble du gouvernement puisse se mobiliser afin de réunir toutes les conditions de succès de ce processus de portée stratégique pour notre pays".

C'est ainsi que des associations et des organisations de la société civile ainsi que des personnalités et des élites nationales représentant les forces vives du pays ont réagi en multipliant les initiatives et les propositions pour un dialogue national inclusif afin de parvenir à une solution de consensus permettant une transition pacifique et démocratique dans le pays avec comme objectif suprême l'organisation d'une élection présidentielle libre, transparente et crédible. Ce foisonnement d'idées et de propositions devrait déboucher sur l'organi-

sation d'une conférence nationale de dialogue, prévue samedi prochain (6 juillet) dont l'objectif consiste à l'aboutissement à une large participation à l'effort de sortie de la crise, avait indiqué Abdelaziz Rahabi, appelé à coordonner cette réunion. "Ma mission consiste, comme je l'ai fait lors de la réunion de Mazafran 2 (2015), à coordonner et animer le projet inclusif et dont le seul objectif est de participer à la formation d'une large participation à l'effort de sortie de crise", avait confié cet ancien ministre, diplomate et militant politique actif, dans une interview accordée à l'APS.

Il avait précisé que cette conférence nationale répond à une "initiative d'un groupe de partis, dont ceux des forces du changement, des syndicats, des acteurs de la société civile, des universitaires, des chefs d'entreprises et des collectifs de jeunes soucieux de favoriser l'émergence d'un consensus autour de la nécessité de sortir de la crise par la voie du dialogue". Auparavant, des partis et des personnalités politiques, réunis sous la bannière des "Forces de l'alternative démocratique", avaient plaidé pour l'organisation d'une période de transition réunissant les moyens politiques pour l'expression d'une véritable souveraineté du peuple et l'édification d'un Etat de droit démocratique.

Cette période de transition sera basée sur un nombre de préalables, notamment "l'indépendance de la justice, la séparation des pouvoirs, la non utilisation de la religion, du patrimoine et des symboles de la Nation à des fins politiques, l'égalité en droits entre les

hommes et les femmes et la non utilisation de la violence pour la conquête et l'exercice du pouvoir", est-il souligné dans une résolution intitulée "Pacte politique pour une véritable transition démocratique", signée par une trentaine de participants ayant pris part à cette rencontre (FFS, RCD, PT, PST, MDS, UCP et PLD), des personnalités politiques et des syndicats ainsi que des délégués de la société civile. Parallèlement à toutes ces initiatives, une lutte sans merci contre la corruption est menée dans le sillage du mouvement citoyen qui réclame entre autres le jugement de tous ceux qui sont été impliqués dans la dilapidation des deniers publics.

C'est dans le prolongement de ces revendications que les deux anciens Premier-ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ont été mis en détention provisoire ainsi que d'anciens ministres, des patrons d'entreprises privées et publiques et des cadres d'entreprises économiques nationales, alors que d'autres ministres et responsables ont été mis sous contrainte judiciaire. La lutte contre la corruption sera poursuivie avec "résolution, rigueur et constance avant et après les présidentielles", avait assuré le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, ce qui signifie que le processus n'est qu'à ses débuts. C'est dans ce contexte de préparation de l'élection présidentielle, de lutte contre la corruption et des efforts de dialogue pour parvenir à un consensus, que la fête du 5-Juillet sera célébrée.